
AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL

SITE DE CLERMONT-FERRAND - LEMPDES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE

Sommaire

| | |
|---|------------|
| CHAPITRE 1. DISPOSITONS GENERALES | 4 |
| ARTICLE 1 : OBJET DES PRESTATIONS..... | 4 |
| 1.1 Présentation de l'Anses (www.anses.fr)..... | 4 |
| 1.2 Présentation générale du site de Clermont-Ferrand et de la prestation..... | 4 |
| 1.3 Définition des besoins | 5 |
| 1.4 Mode de fonctionnement du site et horaires..... | 7 |
| 1.5 Obligation de résultats | 8 |
| 1.6 Compétences et expériences requises sur site..... | 9 |
| CHAPITRE 2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS..... | 11 |
| ARTICLE 2 : PERIMETRE DES PRESTATIONS..... | 11 |
| ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN ENSEMBLES TECHNIQUES..... | 12 |
| CHAPITRE 3. DEMARRAGE ET VIE DU CONTRAT..... | 133 |
| ARTICLE 4 : DEMARRAGE DU CONTRAT..... | 13 |
| ARTICLE 5 : FOURNITURE DE CONSOMMABLES ET PIECES DE RECHANGE ET OUTILLAGE..... | 13 |
| 5.1 Fournitures de consommables et pièces de rechange..... | 13 |
| 5.2 L'outillage disponible chez le titulaire | 14 |
| 5.3 L'outillage sur site, dans les zones confinées | 15 |
| ARTICLE 6 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE..... | 16 |
| 6.1 Ensemble 1 : Chauffage, ventilation, climatisation | 16 |
| 6.2 Ensemble 2 : Electricité..... | 21 |
| 6.3 Ensemble 3 : Plomberie | 22 |
| 6.4 Ensemble 4 : Collecte et Traitement des effluents confinés | 24 |
| 6.5 Ensemble 5 : portes, fenêtres et barrière..... | 24 |
| 6.6 Ensemble 6 : SSI (Système de Sécurité Incendie)..... | 25 |
| 6.7 Ensemble 7 : Désinfection – désinsectisation - dératisation..... | 25 |
| 6.8 Ensemble 8 : Appareils à pression, autoclaves..... | 25 |
| ARTICLE 7 : RONDES HEBDOMADAIRES..... | 26 |
| ARTICLE 8 : CONTROLES REGLEMENTAIRES ET ACCOMPAGNEMENT COMPLET..... | 27 |
| ARTICLE 9 : PARTIE DOCUMENTAIRE ET REUNIONS D'EXPLOITATION | 28 |
| 9.1 Documentation technique | 28 |

| | | |
|---|---|-----------|
| 9.2 | Documents à fournir à l'Anses au fil de l'eau | 28 |
| 9.3 | Affichage des avis de coupure | 29 |
| 9.4 | Réunions d'exploitation..... | 29 |
| 9.5 | Réunions Annuelles..... | 29 |
| 9.6 | Plan de prévention..... | 31 |
| CHAPITRE 4. COORDINATION DES PARTIES CONTRACTANTES | | 32 |
| ARTICLE 10 : LIENS COMMERCIAUX AU COURS DU CONTRAT | | 32 |
| 10.1 | Personnel du TITULAIRE | 32 |
| 10.2 | Sous-traitance | 32 |
| ARTICLE 11 : FIN DE CONTRAT ET REVERSIBILITE..... | | 33 |
| ANNEXE 1. INVENTAIRE ET DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS..... | | 34 |
| ANNEXE 2. SYSTÈME BAG-IN BAG-OUT | | 35 |
| ANNEXE 3. ELEMENTS DE REGLEMENTATION | | 36 |

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet des prestations

1.1 Présentation de l'Anses (www.anses.fr)

L'Anses (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail) est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle des ministres chargés de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, du travail et de la consommation.

L'Anses contribue principalement, par une expertise scientifique indépendante et pluraliste, à assurer la sécurité sanitaire humaine dans les domaines de l'environnement, du travail et de l'alimentation.

Elle contribue également à assurer la protection de la santé et du bien-être des animaux, la protection de la santé des végétaux, l'évaluation des propriétés nutritionnelles et fonctionnelles des aliments.

Dans son champ de compétence, l'Agence a pour mission de réaliser l'évaluation des risques, de fournir aux autorités compétentes toutes les informations sur ces risques ainsi que l'expertise et l'appui scientifique et technique nécessaire à l'élaboration des dispositions législatives et réglementaires et à la mise en œuvre des mesures de gestion des risques. Elle procède à l'évaluation et autorise les médicaments vétérinaires.

Elle assure des missions de veille, d'alerte, de vigilance et de référence.

Pour mettre en œuvre ses différentes missions, elle est organisée en 15 entités, dont 11 laboratoires de référence et de recherche, répartis sur 20 sites sur l'ensemble du territoire national. L'Anses compte environ 1350 agents.

1.2 Présentation générale du site de Clermont-Ferrand et de la prestation

La prestation sera réalisée sur le site de Clermont-Ferrand (Lempdes). Le site regroupe des activités de bureaux, de culture de plantes sous serre ou en installations spécifiques, et de laboratoire. Quatre bâtiments sont installés, pour une surface d'environ 1807 m² (SUB). Le site possède un laboratoire et une enceinte de sécurité biologique de niveau 3, deux serres de niveau 2 et une serre de niveau 1 ainsi qu'un hangar.

Le site est sous contrôle d'accès et non ouvert au public.



Le TITULAIRE devra respecter les exigences de confinement d'hygiène et de sécurité biologique et les procédures d'accès.

L'entrée du site est au 6, rue Aimé Rudel à LEMPDES.

Le site comporte des installations et laboratoires confinés de niveau de sécurité 1, 2 et 3 et qui doivent répondre au règlement (UE) 2016/2031 et aux exigences de l'Organisation Nationale de la Protection des Végétaux (notamment : articles R251-26 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime ; cf annexe 3).

1.3 Définition des besoins

Le présent document constitue le cahier des clauses techniques particulières du marché d'exploitation et de maintenance multi technique des installations de l'Anses.

Ce marché comprend :

- La maintenance préventive et corrective des installations et équipements objet du marché,

- Le diagnostic et le conseil technique des installations et équipements objet du marché,
- La mise à disposition d'un reporting adapté pour la maintenance préventive et curative à l'Anses,
- La levée des non-conformités issues des contrôles réglementaires et vérifications périodiques des installations dont les rapports seront établis par le Bureau de contrôle, prestataire de l'Anses,
- Les petits travaux d'amélioration tels que définis dans le présent marché,
- La mise à disposition d'une GMAO,
- Une astreinte dédiée, 365/7/24 y compris nuit et week-end avec un délai d'intervention de deux heures MAXIMUM (astreinte et interventions comprises au forfait). L'équipe d'astreinte sera composée de cinq personnes au maximum, avec une présence sur site occasionnelle pour maintenir les compétences de chaque agent,
- La prise en compte des demandes d'intervention via le tableau blanc installé sur site, via les mails et via les appels téléphoniques, via les alarmes automatiques et l'espace client web le cas échéant,
- L'affectation de matériel de mesure et outillages sur site,
- La fourniture et le remplacement des filtres, consommables d'entretien des appareillages et équipements, d'ampoules et des panneaux évaporant des systèmes de refroidissement
- La réalisation complète des contrôles réglementaires et la correction des remarques. Ces contrôles seront programmés en dehors des deux jours de présence hebdomadaire ;
- Etablir et mettre à jour :
 - ✓ la liste des matériels (annexe),
 - ✓ la liste des filtres (annexe),
 - ✓ la liste des panneaux évaporant,
 - ✓ le stock de matériel et consommables,
 - ✓ une liste des sous-traitants,
 - ✓ des gammes et tâches de maintenance adaptées,
 - ✓ des documents et notices de fonctionnement de l'ensemble des matériels et installations.

Le marché regroupe toutes les prestations intellectuelles et matérielles nécessaires pour :

- Répondre aux besoins exprimés dans ce Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- Contribuer à l'atteinte des objectifs de la stratégie de l'Anses et constituer un appui opérationnel,
- Assister techniquement l'Anses,
- Assurer la continuité de service, et du bon fonctionnement de toutes les installations tel que défini par l'Anses,
- Fournir un service exemplaire à l'ensemble des occupants du site et le maintien des paramètres de fonctionnement (températures, débit, pression, filtrations),
- Veiller à la sécurité des biens et des personnes, de ses propres employés de ses sous-traitants et des agents de l'Anses,
- Conduire et le piloter les systèmes de gestion centralisée ainsi que tous autres équipements/appareils assurant le fonctionnement des installations (thermostats, variateurs, ...),
- La maintenabilité, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations au niveau optimal, équivalent ou très proche de celui des performances initiales,

- Les conditions de fonctionnement définies dans les Dossiers d'Ouvrage Exécutés pour les installations avec les spécifications techniques des constructeurs,
- Les résultats fixés au présent marché,
- La pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif,
- Participer activement à l'optimisation des consommations d'énergie par la prise en compte de la performance environnementale (réduction des émissions de GES, de consommation d'eau et d'électricité),
- Le maintien des installations en conformité avec les règlements de sécurité, notamment ceux relatifs à la réglementation du Code du Travail, et les règles de l'art,
- La recherche permanente d'amélioration des résultats, par la mise en place et l'utilisation des moyens adaptés et des ressources du TITULAIRE,
- La propreté des locaux techniques et des installations techniques.

Les prestations définies dans le présent document constituent un marché avec obligation de résultats et de mise en œuvre de moyens minimaux au moins équivalents à ceux définis par le TITULAIRE dans le mémoire qu'il a joint à son offre.

L'obligation de résultat attachée à la prestation est plus amplement détaillée en partie 1.5 du présent CCTP.

Cette obligation de résultat couvre les installations générales et locaux confinés. Le TITULAIRE est responsable de maintenir et surveiller ces installations afin qu'elles restent conformes aux niveaux de confinement et de biosécurité définis par l'Anses. Le TITULAIRE informe immédiatement le représentant de l'Anses, de tout dysfonctionnement qui apparaît sur ces installations.

Si des faits, qu'ils soient indépendants ou non de la volonté du TITULAIRE (faits de grève notamment, sanitaire, ...), risquent de provoquer des retards importants ou la non-exécution des prestations dont le TITULAIRE a la charge, celui-ci doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire assurer par tous les moyens à sa convenance, un service minimum concernant les opérations élémentaires relatives au maintien de l'ouverture du site, de son fonctionnement, et de la sécurité des personnes et des biens. Le site comporte des installations et laboratoires confinés de niveau de sécurité 1, 2 et 3 et qui doivent répondre au règlement 2016/2031/UE et aux exigences de l'Organisation Nationale de la Protection des Végétaux (notamment : articles R251-26 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime ; cf annexe 3).

1.4 Mode de fonctionnement du site et horaires

Rythme de fonctionnement du site

Le site fonctionne selon les jours ouvrés : de 8h00 à 17h30, du lundi au vendredi.

Horaires du TITULAIRE

Le TITULAIRE assure une présence pour la maintenance préventive sur site 2 jours (7 heures par jour) par semaine (mardi et vendredi), de 8h00 à 17h00.

Les prestations de maintenance courante se doivent donc d'être réalisées durant ces créneaux.

La plage horaire d'astreinte se situe en dehors de ces créneaux de présence obligatoire (8h00 – 17h00). Le TITULAIRE doit se rendre sur site dans le cadre de ces astreintes en cas d'alarme technique et/ou sur demande de l'Anses. L'Anses précise qu'il sera nécessaire de prévoir mensuellement une présence adaptée du TITULAIRE aux essais groupe électrogène, au titre du forfait.

Ce qui mérite d'être souligné est que l'accompagnement pour les vérifications et l'entretien réglementaires des équipements de transformation, de protection et de distribution (poste HT, BT, TGBT, etc.) sera planifié en fonction des contraintes opérationnelles du site. Cela peut entraîner une présence soit pendant les jours de semaine, soit un samedi. Dans ce dernier cas, il sera inclus dans la partie forfaitaire de la prestation.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une action de dépannage par le TITULAIRE, et dans le cas où cette dernière ne serait pas aboutie à l'heure de fin de service théorique (17h00), le TITULAIRE devra rester sur site jusqu'à la remise en service de l'équipement. Les heures effectuées au-delà de l'heure de fin de service théorique ne seront pas considérées comme des heures d'astreinte. Les heures consommées seront récupérées. Le TITULAIRE veillera à ne pas se retrouver dans une situation de travailleur isolé.

L'accompagnement aux qualifications constitue également une prestation forfaitaire qui nécessite ponctuellement des horaires adaptés à anticiper par le TITULAIRE dans le planning de son équipe sur site.

1.5 Obligation de résultats

La prise en charge des prestations définies dans le présent dossier constitue une obligation de résultats.

Les objectifs en matière de conduite et de maintenance consistent à garantir :

- la continuité du confinement,
- la continuité de fonctionnement des installations,
- la continuité du fonctionnement des systèmes de sécurité,
- la traçabilité de toutes les interventions,
- le maintien des paramètres de fonctionnement (notamment : températures, débit, pression, filtrations, hygrométrie),
- le confort des usagers des bâtiments,
- La performance environnementale (réduction des émissions de GES, de consommation d'eau et d'électricité).

Le TITULAIRE recherche, de façon continue, l'organisation optimale des moyens et des méthodes pour assurer une qualité de service.

Le respect des objectifs se traduira par :

- une parfaite connaissance des installations et du site,
- un taux de disponibilité élevé des installations,
- l'absence de panne majeure,
- un taux de défaillance faible après réparation,
- la rapidité dans les interventions et la transmission des devis,
- l'atteinte des paramètres d'usage, joints au présent contrat, précisent les objectifs recherchés.
- Il appartient au TITULAIRE de compléter, si nécessaire, les moyens minimaux qu'il a définis dans son projet d'organisation et de moyens, pour répondre à ses obligations de résultats.

Cette obligation de résultat couvre notamment toutes les installations et locaux confinés. Le TITULAIRE sera responsable de maintenir et surveiller ces installations afin qu'elles restent conformes aux niveaux de confinement et de biosécurité définis par l'Anses. Le TITULAIRE devra notamment informer immédiatement le représentant de l'Anses, ou en son absence le responsable bio-sécurité (responsable du confinement), de tout dysfonctionnement qui apparaîtrait sur ces installations et qui serait susceptible de rendre le local non conforme aux exigences. Le TITULAIRE devra également fournir à l'Anses tous les éléments de maîtrise, des schémas de fonctionnement et d'exploitation de ces locaux.

1.6 Compétences et expériences requises sur site

La prise en charge des prestations nécessite des compétences spécifiques. Le TITULAIRE fait intervenir des techniciens qualifiés et expérimentés et régulièrement employés.

Le technicien affecté sur le site devra avoir plusieurs années d'expérience en maintenance CVC et automatismes.

Une équipe pourra intervenir, au besoin. Elle sera formée au site et interviendra par cycles réguliers sur le site. Quelle que soit l'organisation, cette équipe devra être stable et composée d'employés directs du TITULAIRE. Les compétences des équipes devront être assurées sur la totalité du contrat. L'Anses pourra demander et obtenir le changement de l'équipe en cas de non satisfaction.

Tout personnel du TITULAIRE intervenant sur site devra impérativement avoir suivi une formation spécifique dispensée par l'Anses, et être habilité par l'Anses à pénétrer et intervenir sur le site. Tout autre personnel du TITULAIRE ou tout autre intervenant éventuel (sous-traitant notamment) devra obligatoirement être accompagné par un personnel du TITULAIRE formé et habilité par l'Anses.

Le TITULAIRE devra faire intervenir du personnel **obligatoirement habilité** :

- pour manipuler des gaz réfrigérants, et de l'eau glycolée (ou autre produit anticorrosif),
- pour intervenir en chaufferie gaz,
- pour souder,
- pour intervenir sur des réseaux électriques BT et HT (qualification pour réaliser des consignations et des travaux),
- pour remplacer des filtres haute efficacité (notamment les filtres haute efficacité ensachés « Bag in Bag out » avec préservation du confinement).

Les autres intervenants, ponctuels et/ou de remplacement devront également être qualifiés et expérimentés dans les métiers :

- Chauffagiste,
- Frigoriste,
- Electricien,
- Plombier,
- Electrotechniciens,
- Automaticien,
- Menuisier,
- Soudeur, (y compris sur inox)
- Metteur au point,
- Métreur,
- Maçon,
- Peintre,
- Technicien méthode,
- Technicien de maintenance SSI,
- Agent expérimenté pour la prestation de désinfection – désinsectisation - dératisation.

Le TITULAIRE devra également être en mesure de faire réaliser ou modifier des plans ou schémas de principe AUTOCAD par un ingénieur projeteur de son service d'étude.

Le TITULAIRE précisera pour chacun de ces différents corps de métiers s'il dispose de compétences internes ou s'il prévoit d'avoir recours à des partenaires ou des sous-traitants.

Chapitre 2. Description des installations

Article 2 : Périmètre des prestations

Le TITULAIRE est réputé avoir eu la possibilité de vérifier le contenu de ces documents techniques et avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des bâtiments :
 - L'ensemble du bâtiment principal comprenant notamment les bureaux, les laboratoires, le hall technique et ses équipements (chambre froide, chambre climatique...)
 - Le bâtiment « NS3 »,
 - Les trois serres, (deux en verre et une en plastique),
 - Le hangar technique (comportant notamment des locaux techniques),
 - La chaufferie.
- Des contraintes dues à leurs destinations,
- De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité, à la sûreté et à la spécificité des bâtiments.

Le TITULAIRE reconnaît et accepte que le périmètre des prestations et des bâtiments pourra être amené à évoluer lors de la durée du contrat à venir, notamment en fonction :

- De l'évolution des modalités d'occupation des locaux liées à des changements d'organisation et de fonctionnement,
- Et/ou de l'évolution des surfaces de locaux et des bâtiments qui pourraient être sortis du périmètre ou nouveaux,
- Et/ou des révisions des normes internes concernant les prestations,
- Et/ou de l'évolution de la législation et de la réglementation.

La description des installations techniques fait l'objet de listes de matériels et filtres, et également de schémas de principe, en annexe au présent contrat. Ces documents permettent au TITULAIRE d'apprécier la taille des installations et d'en déduire les contraintes de maintenance. Ils sont donnés à titre indicatif.

Il est entendu qu'il faut rajouter l'ensemble des matériels constituant les installations et nécessaires à leur bon fonctionnement. Il appartient au TITULAIRE de compléter, s'il le juge nécessaire, cette liste pour établir sa proposition car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

De plus, la liste du matériel peut évoluer au cours du contrat.

Article 3 : Décomposition en ensembles techniques

Pour permettre une meilleure compréhension des prestations, celles-ci sont décomposées en ensembles techniques.

| N° | DESIGNATION DES ENSEMBLES |
|----|--|
| 01 | Chauffage – Ventilation – Climatisation |
| 02 | Electricité – Courants Forts - Courant faible |
| 03 | Plomberie |
| 04 | Collecte et Traitement des effluents confinés |
| 05 | Portes, fenêtres et barrières |
| 06 | SSI |
| 07 | Désinfection – désinsectisation - dératisation |
| 08 | Appareils à pression / Autoclaves |

Chapitre 3. Démarrage et vie du contrat

Article 4 : démarrage du contrat

L'objectif est de permettre au TITULAIRE de prendre en charge les installations pour être rapidement opérationnel.

Un état des lieux et des matériels et équipements est établi par le TITULAIRE dans le premier mois suivant le démarrage des prestations.

Les objectifs visés sont :

- Connaissance des lieux et des équipements,
- Formation des techniciens (formation dispensée par l'Anses). Seuls les agents formés pourront intervenir sur site,
- Organisation de la mission et mise en place des prestations,
- La prise en compte des demandes d'intervention via les mails et les appels téléphoniques.

Organisation de la mission et mise en place des prestations

Le TITULAIRE doit mettre en place les prestations lui permettant d'être totalement opérationnel. Il doit notamment assurer :

- l'organisation et la mise en place des moyens prévus par le contrat :
 - ✓ le personnel de maintenance,
 - ✓ la sous-traitance,
 - ✓ l'affectation sur site des moyens matériels pour réaliser l'ensemble des prestations demandées (outillage, matériels et équipements de bureautique, matériels spécifique),
- la création des documents d'exploitation.

Article 5 : Fourniture de consommables et pièces de rechange et outillage

5.1 Fournitures de consommables et pièces de rechange

Consommables :

Sont considérés comme consommables, et dus par le TITULAIRE dans le cadre de son forfait, ceux dont la consommation est courante. Cette liste recouvre notamment et de façon non exhaustive, les produits suivants :

- filtres à air pour tous les types d'équipements sur site (CTA, ventilo-convecteur, bouche de soufflage et reprise, UTA),

- filtres G, F et H (H13, H14 notamment),
- les ampoules, voyants lumineux, spots, halogènes et tubes fluorescents, led,
- glycols ou produits équivalents,
- produits d'injection de type « PERMO » pour les réseaux Eau Chauffage et Eau Glacée,
- étiquettes de type DYMO, plaques gravées, chainettes, ronds et plaques d'identification, marquage et flèches autocollantes, plaques d'identification des armoires électriques et autocollants des BAES, marqueurs permanents,
- fusibles, sans limitation de taille sauf fusibles de protection des transformateurs 20 KV/380V d'arrivée EDF,
- chiffons, pinceaux, savons, balais, serpillières, seaux,
- peinture anticorrosion,
- sel de déneigement (stock de 250kg),
- sel pour adoucisseur,
- cartouches et filtres pour osmoseurs,
- cartouches gaz pour la trappe de désenfumage,
- dégrappants, joints silicones, agents protecteurs, white-spirit, produits dégraissants, pétrole, produits de nettoyage, acide et détartrant, huile, spray nettoyant de type CLIM 3D, bicarbonate de soude et vinaigre blanc, savon, produits de graissage et de lubrification,
- liquide rouge de manomètre liquide Kimo,
- baguettes de soudure, brasure, poste à souder, établi,
- gaine et bande isolante, colle, calorifuge souple de type Armaflex ou équivalent,
- filasse, téflon, et autres pâtes de montage, d'étanchéité ou de jonction,
- eau distillée (appoint d'eau des batteries),
- relais électriques, (relais situés dans les armoires électriques et armoires CVC),
- joints de portes et de fenêtres,
- filtres, batteries et huile du groupe électrogène,
- joints de robinetterie, mousseurs, économiseurs.

Ces produits seront tenus sur site, en stock.

5.2 L'outillage disponible chez le titulaire

Le TITULAIRE fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage et les appareils de mesure et de contrôle nécessaires à son activité. Notamment :

- Malette TA (mesure de débit d'eau),
- Malette KIMO (mesure de débit d'air, température),

- Poire à fumée, Multimètres et VAT/DDT (tension, courant, isolement),
- Analyseur de réseau (de type Fluke 435, énergi-mètre)
- Thermomètre infrarouge (mesure instantanée),
- Enregistreurs portatifs (température, hygrométrie),
- Appareil de mesure du pH et de la conductivité de l'eau
- Poste à souder,
- Moyens d'accès en hauteur (plateforme individuelle roulante),
- Trois torches portatives,
- Poteaux et chaîne de balisage rouge et blanc, rubalise,
- Un aspirateur à eau, un aspirateur à poussière,
- Une pompe serpillère,
- Scanner A3, (pour scanner puis archiver les documents),
- Imprimante à étiquettes,
- 1 chariot épandeur à sel (bac de 30L, deux roues) et un épandeur à main, trois pelles à neige.

Les appareils de mesures et enregistreurs sont fournis par le TITULAIRE qui assure une fois par an un étalonnage de ces appareils.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le TITULAIRE veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'Anses, qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre du marché.

Le TITULAIRE fournit des téléphones mobiles de type « smart phone » à ses techniciens afin de pouvoir recevoir les appels de dépannage et les demandes d'intervention via email.

5.3 L'outillage sur site, dans les zones confinées

Le TITULAIRE fournit et laisse sur site, dans 3 zones confinées, l'outillage et les appareils de mesure et de contrôle nécessaires à son activité. Le titulaire prévoit en 3 exemplaires les outils ci-dessous :

- Caisse à outil standards (tournevis, clefs, marteau, pinces, pinces d'électricien, pince à sertir, pince à dénuder, coupe câbles, stylos indélébiles...),
- Perceuses et forets,
- Multimètres électriques et VAT/DDT (tension et ampérage)
- Thermomètre Infra-rouge,

- Meuleuse d'angle,
- Scie à métaux.

Ces outils ne sortiront pas des zones confinées. Ils seront laissés sur site.

Article 6 : Prestations de maintenance

De façon générale, le TITULAIRE a la responsabilité de maintenir en état de fonctionnement les installations dont il a la charge, d'adapter leurs réglages à la saison et aux conditions de travail des agents de l'Anses et aux matériels installés dans ces locaux.

Il est attendu que le TITULAIRE réalise ces opérations de maintenance, à sa propre initiative sans attendre nécessairement une instruction de la part de l'Anses. Il informe de leur planification et il rend compte de leur déroulement. Lorsque ces opérations sont susceptibles d'avoir un impact direct sur les confinements ou les paramètres d'usage, il devra demander l'accord du représentant de l'Anses avant de les réaliser. Ces opérations pourront également être effectuées à la demande du représentant de l'Anses. Toutes les opérations de maintenances préventives doivent donner lieu à un rapport détaillé, fourni à l'Anses une semaine au plus tard après les opérations, expliquant les points qui ont été contrôlés et le résultat obtenu et daté.

6.1 Ensemble 1 : Chauffage, ventilation, climatisation

Cet ensemble comprend tous les équipements nécessaires à la production calorifique, à la production frigorifique, à la distribution et au filtrage de l'air. L'ensemble comprend les chaudières à gaz, des radiateurs électriques, des circuits d'eau chaude, des chauffe-eaux permettant une production de chaleur. Cela comprend aussi l'ensemble des groupes froids, des chambres froides et chambres climatiques, les climatiseurs permettant une production de froid et autres appareillages de régulation climatique.

Cet ensemble comprend tous les systèmes permettant de maintenir l'ambiance des locaux, d'épurer l'air de renouvellement et l'air recyclé (CTA, split-system, centrale autonome de climatisation, échangeurs thermiques, humidificateurs, centrale de climatisation, ventilo-convecteurs, cooling système...).

Les GTC associées sont incluses dans cet ensemble.

Il est entendu que sont inclus l'ensemble des organes et équipements, notamment :

- l'ensemble des armoires et coffrets et câbles électriques associés à ces équipements,
- l'ensemble des équipements de sécurité et d'alarme liés aux équipements,
- les appareils de mesure (thermomètres, manomètres, compteurs, débitmètres, hygromètres...)
- l'ensemble des systèmes de régulation y compris les sondes, les automates et équipement de télésurveillance liés aux équipements, fins de course, capteurs, potentiomètres,

- l'installation de traitement d'eau et des équipements associés (protection des canalisations et des équipements dans le respect des normes imposées afin d'éviter la création de boue, de tartre et de corrosion ; (analyses physico-chimiques des eaux de chauffage et des eaux glacées. Cf ci-bas),
- les maintiens de pressions,
- l'ensemble des câbles, chemin de câbles, boîtes de dérivation liés à ces systèmes,
- la fixation des équipements.
- les conduits de fumées.

a. Réseaux de génie climatique (EC et EG)

Le TITULAIRE a la responsabilité de l'équilibrage de la totalité des réseaux (EC et EG). Dans le cadre de son forfait, Il mesure les débits d'EC et EG et effectue les actions de correction en faisant intervenir des metteurs au point.

Le TITULAIRE doit réaliser les purges sur les réseaux de chauffage et eau glacée à la demande de l'Anses.

Le TITULAIRE réalise une inspection, par caméra thermique, des radiateurs et des réseaux de chauffage une fois par an. Le titulaire ajuste, à sa propre initiative ou à la demande de l'Anses, les températures des réseaux afin d'optimiser les consommations d'énergie. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE doit manœuvrer toutes les vannes au moins une fois par an et s'assurer de leur bon fonctionnement. Le TITULAIRE vérifie deux fois par an en avril et octobre, le bon fonctionnement de l'ensemble des vannes EC et EG sur les CTA, UTA et VC. Une gamme spécifique est associée pour détecter les vannes passantes. L'autorité des vannes est testée et mesurée à 0% et 100% d'ouverture. Il démonte, nettoie ou remplace les vannes, si nécessaire. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE vérifie l'absence de pompage au niveau des régulations de chaud, froid, humidification et déshumidification. Le pompage est détecté lorsqu'une alternance chaud/froid ou humidification et déshumidification se produit sur une période inférieure à 1h. Le titulaire réalise ces vérifications sur toutes les CTA en avril et octobre chaque année. Il corrige les réglages, si nécessaire. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Il teste la bascule automatique entre les doubles pompes au moins 2 fois par an. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le Titulaire doit la maintenance des automatismes (cooling system, ombrage, ouvrants, irrigation...) permettant le bon fonctionnement des serres. Il vérifie le fonctionnement. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE doit la maintenance annuelle des groupes froids ou de régulation climatique (y compris PAC TRANE et groupes Condair ou similaires). C'est-à-dire les contrôles visuels avec démontage et remontage,

mesure des débits, pression et température des circuits frigorigènes, fourniture et changements des filtres et kits d'entretien Condair ou similaires, analyse et fourniture et remplacement des huiles. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Dans le cadre de son forfait, le titulaire maintien et remet en bon état les calorifuges (peinture, colle, calorifuge), et les suspentes et supports.

Le TITULAIRE doit remettre un contrôle d'étanchéité des installations soumises à la réglementation des fluides frigorigènes (Lorsque la charge est supérieure à 2 kg). Ce **certificat** est périodiquement renouvelé selon la réglementation (1 fois par an). Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE réalise les contrôles réglementaires périodiques et le réglage des chaudières et aérothermes (ex : Analyse de combustion et réglage). Il réalise également le ramonage réglementaire des conduits de fumées. La chaudière de stérilisation des terreaux (située dans le hangar technique) est incluse dans cette prestation, au forfait.

b. Réseaux aérauliques

Le TITULAIRE maintient des paramètres d'usage à l'intérieur des locaux. Dans le cadre de son forfait, il mesure les débits et effectue les actions de correction pour atteindre les paramètres d'usage (débits, température, dépression, taux de renouvellement d'air, hygrométrie...). Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE **réalise et affiche** les schémas de principe des installations (dans les locaux techniques).

Le TITULAIRE assure le nettoyage de toutes les bouches de soufflage et d'extraction au minimum 1 fois par an. Le TITULAIRE devra également intervenir jusqu'à une fois par semaine sur les bouches de soufflage et d'extraction des serres et du laboratoire, selon l'encrassement saisonnier. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE nettoie, dans le cadre de son forfait les gaines textiles (dépose, nettoyage et repose). Le nettoyage sera réalisé en fonction de l'état des gaines, et au moins une fois par an. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

A la demande de l'Anses, le TITULAIRE intervient pour effectuer des mesures des valeurs d'ambiance (température, hygrométrie, niveau sonore). Sur demandes, le TITULAIRE met en place un enregistreur (température, hygrométrie, pression).

Le TITULAIRE met en place des graphiques (sur les caissons de filtres) afin de suivre l'encrassement des filtres. Il met également en place les étiquettes d'identification (type DYMO) sur les équipements.

Le TITULAIRE devra être en mesure de chiffrer et réaliser des modifications d'installation dans le cadre de ce marché à bon de commande. (Ex : création d'un piquage CVC, puis équilibrage).

Fourniture et remplacement des filtres type G, F et jusqu'à H14 et leurs joints : à la charge du TITULAIRE dans son forfait

- les filtres des centrales de traitement d'air sont remplacés en fonction de l'encrassement et au minimum tous les quatre mois (3 fois par an),
- les filtres des ventilo-convecteurs et cassettes (y compris les split system) sont remplacés au minimum tous les semestres (2 fois par an),
- les filtres G4 des serres NS2 et les joints associés sont remplacés une fois par an,
- Les filtres absolus (H13 et H14) sont remplacés lorsqu'ils sont encrassés, ou sur mauvais résultat d'empoussièrement ou échec de qualification (un stock permanent de filtres est maintenu sur site),
- il fournit les certificats des nouveaux filtres mis en place (contrôle usine),
- sur demande, le TITULAIRE mesurera les vitesses frontales des filtres haute efficacité.
- le TITULAIRE se charge de la désinfection et de l'évacuation des filtres usagés. (procédure Anses)

Fourniture et remplacement des « nids d'abeille » sur les système de « cooling » à eau (fourniture à la commande, selon le DPGF)

- Les panneaux évaporant « nids d'abeille » sont remplacés tous les 5 ans, ou lorsqu'ils sont encrassés, ou détériorés,
- Le TITULAIRE doit leur remplacement dans le cadre de ce contrat ; il les fournit sur bon de commande

c. GTC et automatismes - Notamment A2 SERRE, RIDDER et SAUTER

Le TITULAIRE réalise, une fois par an, un étalonnage complet des sondes de température et hygrométrie des serres et du bâtiment NS3 (A2 SERRE et RIDDER). Le TITULAIRE prend en charge la maintenance constructeur des GTC et automates A2 SERRE, RIDDER et SAUTER dans le cadre de son forfait. La totalité de la chaîne de traitement des automatismes (notamment sondes, volets et relais) doit être contrôlée.

Le TITULAIRE propose sur devis, la mise à jour des logiciels et mise à niveau des ordinateurs.

Le TITULAIRE réalise également les étalonnages des autres sondes (températures, pression, hygrométrie) liées au CVC. Il peut être amené à intervenir sur tous systèmes de régulation, à la demande de l'Anses.

Le TITULAIRE devra être en mesure de régler les PID (Proportionnelle Intégrale Dérivé) et les pentes des régulations de tous les systèmes CVC.

Il met à l'heure des horloges deux fois par an.

Les réduits de nuit et WE pourront être ajustés à la demande de l'Anses, autant de fois que nécessaire.

d. Traitement et analyse des eaux

Le TITULAIRE assure le maintien des caractéristiques physico-chimiques de l'eau des différents circuits techniques permettant de préserver les matériels contre les risques de corrosion et d'entartrage et embouage.

Le TITULAIRE fait analyser :

- tous les 2 mois : mesure des pH, TH, TA, TAC, Cl,
- tous les 6 (six) mois : une analyse physico-chimique complète (de façon non limitative : pH, TH, TA, TAC, TCL, TCu, fer, P2O5, SiO2, SO3, taux de glycol) qui font l'objet d'un compte rendu pour les circuits eau glacée (EG) et eau de chauffage (EC).

Les mesures bimensuelles sont réalisées avec des bandes tests.

Les analyses semestrielles sont confiées à un laboratoire spécialisé.

Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE prend en charge les injections des produits pour conserver dans les circuits les caractéristiques convenables, anticorrosion et antitartre (réactifs dispersants et passivants ou d'inhibiteurs de corrosion spécifiques). La fourniture des produits est à la charge du TITULAIRE.

Les bulletins d'analyse sont remis à l'Anses tous les 2 mois, accompagnés des quantités de produits de traitement consommés. Ces bulletins sont commentés par le TITULAIRE en justifiant de l'efficacité du traitement.

Si nécessaire et/ou à la demande de l'Anses, la fréquence de certaines analyses pourra être augmentée sans que le TITULAIRE puisse prétendre à une rémunération complémentaire.

Pour l'ensemble des réseaux qui lui sont confiés, le TITULAIRE contrôle régulièrement le niveau de protection antigel et fait le nécessaire pour revenir à des niveaux satisfaisants. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

e. Nettoyage annuel des chambres et compartiments des chambres de culture

Le TITULAIRE doit un nettoyage annuel des chambres de culture, sas, des compartiments des trois serres, de la chambre climatique et de la chambre froide du hall technique. Le nettoyage annuel consiste à :

- Démonter les systèmes d'arrosage et d'évacuation le cas échéant,
- Démonter les luminaires le cas échéant,
- Brosser sols, murs, plafonds avec le produit de désinfection (produit validé par Anses). Le produit est fourni par le TITULAIRE.

Nébuliser selon la procédure Anses avec les produits de désinfection validés par l'Anses. Les produits et appareils de nébulisation sont fournis par l'Anses.

Remonter l'ensemble des éléments préalablement démontés et les ajuster le cas échéant (cas des tablettes notamment)

6.2 Ensemble 2 : Electricité

L'ensemble comprend la maintenance, les vérifications, l'entretien courant et les essais nécessaires au bon fonctionnement des matériels de transformation de protection et de distribution, de manière à garantir la sécurité d'utilisation et la continuité de service. De plus le TITULAIRE prend en charge l'évacuation des appareils remplacés et de tous les DEEE du site.

Les systèmes d'éclairages sont également pris en charge dans le cadre du contrat.

Le TITULAIRE prend en charge dans le cadre du contrat les vérifications réglementaires annuelles électricité et gaz et accompagne le bureau de contrôle. Il devra proposer les mesures correctives et éliminer les remarques/réserves émises par le bureau de contrôle dans les six mois au plus tard suivants l'inspection sur site. La durée de la visite du bureau de contrôle est estimée à 2 jours ouvrés.

Le TITULAIRE doit la mise à jour de tous les schémas électriques.

a. TGBT, Armoires et coffrets électriques

Le TITULAIRE doit réaliser un entretien annuel complet des tableaux : nettoyage complet par aspiration, resserrage des connexions et thermographie infra rouge. Un rapport est produit et fourni à chaque fois. L'opération est réalisée à une date et aux horaires convenus avec L'Anses.

Le TITULAIRE doit l'identification des installations (étiquetage des disjoncteurs et des armoires).

b. Eclairage de sécurité – bloc autonome de sécurité

Le TITULAIRE procède tous les mois à une vérification et à un test de bon fonctionnement. La fourniture et le remplacement des BAES défectueux sont dus dans le cadre du contrat.

Une vérification de la durée de décharge est effectuée tous les trois mois avec un éventuel remplacement en cas de durée de fonctionnement inférieure à une heure. Le TITULAIRE fournira une attestation de test de BAES tous les 3 mois.

Le TITULAIRE crée et met à jour la liste des BAES sur fichier xls ou autre support.

c. Groupe électrogène

Le TITULAIRE doit un essai par mois en charge selon un calendrier défini en accord avec l'Anses et selon la procédure Anses. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE prend en charge dans le cadre de son forfait la maintenance annuelle du groupe électrogène : huile, filtres, tension, batteries, y compris leur fourniture. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

d. Eclairage (hors éclairage photopériodique des plantes, dans le NS3 et dans les chambres de culture)

Le TITULAIRE remplace les équipements défectueux au fil de l'eau. La fourniture et le remplacement des lampes et ampoules, ballasts et starters est à la charge du TITULAIRE au titre du forfait, y compris dans les zones confinées.

Sont exclus les éclairages photopériodiques du bâtiment NS3 et des chambres de culture (visite de site obligatoire).

Pour l'éclairage dit « difficile d'accès », la fourniture et le remplacement des lampes sont réalisés de façon systématique. Les fréquences sont déterminées avec l'Anses. Cette prestation fait partie intégrante du forfait (fourniture d'une nacelle ou d'un échafaudage compris) et comprend le nettoyage et la révision complète de l'appareillage (corps de l'appareil, ballasts, starters...).

e. Réseau de masse et de terre

Pour l'ensemble des réseaux de terre et de masse jusqu'au puits de terre, le TITULAIRE s'engage à vérifier chaque fois que nécessaire et au moins une fois par an, les résistances et les connexions. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

6.3 Ensemble 3 : Plomberie

a. Réseaux sanitaires, eau de ville, eaux traitées, eaux de pluie, eaux usées.

Le TITULAIRE assure le test des matériels de disconnection antipollution et établit les certificats de conformité nécessaires pour répondre à la réglementation ou au règlement de service de la compagnie distributrice.

Le TITULAIRE doit réaliser la manœuvre de toutes les vannes au moins une fois tous les trimestres et s'assurer de leur bon fonctionnement.

Le TITULAIRE vérifie et ajuste la pression d'eau sanitaire (3 bars) au niveau des réducteurs de pression une fois par an et à la demande de l'Anses.

Le TITULAIRE règle les débits de tous les robinets à 3 L/minute maximum, ou à façon. Il met en place et maintient les mousseurs économiseur d'eau.

Le TITULAIRE règle le niveau d'eau des réservoirs des toilettes à mi-niveau, ou à façon à la demande expresse de l'Anses. Il vérifie la bonne fixation et l'état des abatants de WC une fois par an. Il intervient également à la demande.

Il teste la bascule automatique entre pompes de relevage 2 fois par an. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE maintient en état les calorifuges, les fournit et procède à leur remplacement lorsqu'ils sont détériorés dans le cadre de son forfait. Il remet en état les suspentes et supports, les fournit et les remplace si nécessaire. Il réalise les reprises éventuelles de peinture anticorrosion.

b. Compresseur d'air

Le TITULAIRE doit la maintenance annuelle « constructeur » (une visite préventive par an) du compresseur d'air, dans le cadre de son forfait. Il doit notamment la mesure des pressions et températures, et la fourniture et le remplacement des filtres et des huiles. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

c. Eau osmosée, osmoseurs

Le TITULAIRE doit dans le cadre de son forfait : la fourniture et le rechargement en sel, la fourniture et le remplacement des filtres et des cartouches des deux osmoseurs. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Il doit également le nettoyage et la désinfection annuelle de la boucle de circulation (protocole constructeur). Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

d. Réseaux d'évacuation des eaux

Le curage et le débouchage des canalisations d'évacuation des eaux usées, des eaux vannes et des eaux pluviales sont à la charge du TITULAIRE.

Il réalise un curage / débouchage des WC et lavabos à la demande.

e. Prévention en matière d'hygiène sur les installations d'eau chaude sanitaire et cooling

Le TITULAIRE a la responsabilité du maintien des caractéristiques bactériologiques pour la totalité des équipements et ouvrages du site.

Le TITULAIRE, doit une analyse une fois par mois sur 50% des cooling et un traitement une fois par mois sur la totalité des cooling. (procédure Anses à respecter).

Le TITULAIRE assurera les opérations de maintenance particulières liées à la prévention des risques en matière d'hygiène en référence aux préconisations des Circulaires n°97/311 du 20/05/97 et n°2002/273 du 2 mai 2002 de la Direction Générale de la Santé. Ces opérations seront conduites notamment dans le but de réduire les risques de développement des bactéries de type *Légionella*.

Pour les ouvrages et installations d'eau chaude sanitaire, le TITULAIRE fait procéder à des analyses bactériologiques tous les ans.

Si nécessaire et/ou à la demande du représentant de l'Anses, la fréquence de certaines analyses pourra être augmentée.

En cas de présence des bactéries, le TITULAIRE :

- procède à toutes les mesures correctives et préventives nécessaires pour rétablir des analyses correctes,
- réalise, à ses frais et en quantités suffisantes (au moins tous les 15 jours), des analyses supplémentaires jusqu'à retours à la normale des caractéristiques. Il est considéré que la situation est rétablie que lorsque trois analyses successives fournissent des caractéristiques correctes.

Les résultats des analyses bactériologiques sont transmis sous quinzaine à l'Anses.

La consigne minimum de la température de l'eau chaude sanitaire est de 55°C.

6.4 Ensemble 4 : Collecte et Traitement des effluents confinés

Le TITULAIRE doit la maintenance du pasteurisateur (traitement thermique des effluents liquides), des pompes, des filtres, des bacs de rétention et des canalisations associés. Il effectue les contrôles et procède à un nettoyage des filtres selon la procédure Anses autant que de besoin et au moins mensuellement. Il vérifie l'absence de défaut sur l'ensemble du processus de collecte et de traitement des effluents, notamment sur les automates et sur les armoires de contrôle commande, et les corrige le cas échéant. Il relève le niveau des bacs et fosses et s'assure que la chaîne de transfert des effluents s'effectue correctement (contrôle du bon fonctionnement des pompes de transfert, des flotteurs et de leur niveau de déclenchement notamment). Le TITULAIRE procède à toute rectification nécessaire en cas de dysfonctionnement. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE assure la maintenance du pasteurisateur, y compris les opérations de nettoyage/rinçage préconisées par le constructeur ; il fournit et met en œuvre à cet effet les produits nécessaires préconisés par le constructeur. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Le TITULAIRE procède une fois par an à un curage et désembouage des fosses, cuves et bacs de rétention dans le respect des exigences de confinement et de sécurité biologique, selon les instructions de l'Anses. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

6.5 Ensemble 5 : portes, fenêtres et barrière

Le TITULAIRE intervient sur l'ensemble des ouvrants (de toute nature ; Portes, fenêtres, trappes, ...) et sur demande de l'Anses. Le TITULAIRE vérifie le bon fonctionnement des serrures, barres anti-paniques, ferme-porte, sélecteur de porte, des gâches électriques, les serrures électriques, les ventouses, des poignées et déclencheurs d'urgence. Le TITULAIRE réalise les réglages de mise en jeu et les resserrages nécessaires, remplace ou recolle les joints de porte. Le TITULAIRE établit la liste des anomalies constatées et propose les éventuelles interventions correctives hors forfait. La visite est programmée en accord avec l'Anses.

Le TITULAIRE prend également en charge la maintenance de toutes les portes sectionnelles, et de la barrière automatique. Le TITULAIRE doit dans le cadre du contrat la maintenance préventive et les contrôles réglementaires périodiques sur le portail automatique (x1), la porte semi-automatique (x1) et les portes sectionnelles (x2). Ces quantités peuvent évoluer au cours du contrat. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

Cet ensemble comprend également les interventions en serrurerie, menuiserie, vitrerie (y compris les serres), stores, maçonnerie, peinture, à la demande de l'Anses. Ces interventions sont chiffrées selon le bordereau de prix du marché.

Dans le cadre de son forfait multi technique, le TITULAIRE devra prendre en charge les « petits travaux » (ex : mettre en place les tableaux sur les murs, fixer des étagères, remplacer des canons de porte, étiqueter des portes des locaux ...). Le TITULAIRE fournira les quincailleries nécessaires.

Le TITULAIRE proposera et réalisera les actions curatives sur bon de commande.

6.6 Ensemble 6 : SSI (Système de Sécurité Incendie)

Le TITULAIRE prend en charge la maintenance réglementaire des **extincteurs** (selon la Norme NF S 61-919 ; les vérifications annuelles uniquement) et des **systèmes de sécurité** incendie, alarme incendie (selon la Norme NF S61-933, pour les périodicités de 6 mois et plus). Le TITULAIRE prend en charge la maintenance de la trappe de **désenfumage** et procède à sa remise en service à la demande de l'Anses (la fourniture et le remplacement des cartouches de gaz sont dus au contrat par le TITULAIRE, un stock doit être disponible sur site en permanence). Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

6.7 Ensemble 7 : Désinfection – désinsectisation - dératisation

Le TITULAIRE prend en charge la Désinfection – désinsectisation - dératisation du site. Cela comprend, au forfait, six interventions par an. Un rapport est produit et fourni à chaque fois.
Les demandes d'intervention supplémentaires seront facturées selon le DPGF.

6.8 Ensemble 8 : Appareils à pression, autoclaves

Le lot « Appareils à pression de vapeur » comprend des prestations systématiques et des interventions ponctuelles. Les matériels sont les suivants :

- Autoclave COLUSSI ICOS U61 P EP3 - 24 kW Automatique type P3
- Deux autoclaves à chargement vertical dans le laboratoire : SMI (7 KW, 120 litres) et STEAM (7,5 KW, 100 litres).
- Cuve de compresseur dans la NS3 (déjà cité au point b. du 6.3 Plomberie)
- 2 PAC (TRANE ECXAN600)

Ces équipements (marque, modèle...) peuvent changer pendant le contrat.

Le TITULAIRE devra respecter la réglementation du travail, les procédures et règles de sécurité du travail spécifiques à l'établissement et les règles de sécurité propres aux métiers.

Son personnel devra être formé et habilité sur le matériel existant.

Tout sous-traitant devra être déclaré.

Pour l'autoclave COLUSSI, le TITULAIRE prend en charge la maintenance constructeur dans le cadre du forfait.

- Maintenance préventive des autoclaves :

La maintenance préventive annuelle comprendra toutes les opérations de vérification d'essai et de réglage recommandées ou spécifiées par le(s) constructeur(s) avec fourniture et changement systématique des pièces qui doivent être remplacées annuellement.

A cet effet, le prestataire devra fournir pour chaque appareil :

- La liste ainsi que la définition des interventions qui seront réalisées dans le cadre de ce contrat,

- La liste des pièces de rechange ou kit(s) inclus qui seront remplacés annuellement.

Si un dispositif ou un appareil est défectueux lors de l'intervention de la maintenance préventive, un devis sera établi pour accord préalable avant travaux et facturation.

Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

- Maintenance curative des autoclaves :

La proposition devra mentionner les éléments relatifs aux interventions curatives soit le coût du déplacement, le coût horaire de la main d'œuvre et celui des principales pièces par type de matériel. Toutes les opérations de maintenance curative se feront sur proposition du TITULAIRE et sur bon de commande.

Un rapport est produit et fourni à chaque fois.

- Réalisation des contrôles réglementaires avec un organisme agréé :

Le TITULAIRE programme la maintenance en même temps que les dates des contrôles réglementaires. Les contrôles réglementaires (inspections périodiques et requalifications périodiques) seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur. Les visites de maintenance préventive sont annuelles.

Tous les contrôles réglementaires sont pris en charge par le TITULAIRE dans le cadre du contrat.

Le matériel sera entretenu conformément aux directives des fabricants. Un contrat de cotraitance pourra être mis en place avec le fabricant, comprenant au minimum une visite annuelle, suivie d'un rapport complet d'intervention.

Article 7 : rondes hebdomadaires

Les deux rondes hebdomadaires, correspondant à deux jours de présence (7 heures de travail sur site) du technicien affecté au site par le TITULAIRE. **Le technicien devra s'enregistrer à chaque arrivée et chaque départ du site pour des raisons de sécurité.**

Les rondes hebdomadaires consistent à contrôler le bon fonctionnement de l'ensemble des installations, effectuer un contrôle visuel des équipements et à lever toutes les anomalies constatées, et participer à la mise en œuvre des prestations décrites dans le présent contrat (hors prestations supplémentaires sur bons de commande). Toutes ces opérations de maintenances préventives doivent donner lieu à un rapport détaillé, fourni à l'Anses une semaine au plus tard après les opérations, expliquant les points qui ont été contrôlés et le résultat obtenu et daté.

Lors de ces rondes, il est demandé plus précisément de :

- vérifier le bon fonctionnement des équipements CVC, (CTA, extracteurs, pompes de circulations, encrassement des filtres, fonctionnement des chaudières et groupes froid, absence de défaut sur les armoires de contrôle de commande, vérification des voyants lumineux ...),

- noter les pressions d'air (confinement des laboratoires, encrassement des filtres) sur graphiques,
- prendre en compte les remarques des utilisateurs,
- réaliser les diagnostics en cas de défaut,
- vérifier le bon fonctionnement de l'éclairage normal,
- vérifier l'absence de défauts sur les **centrales incendie**,
- vérifier les lampes « témoin » des blocs de secours,
- Les « petits travaux ».

Dès le démarrage du contrat, le TITULAIRE propose au représentant de l'Anses, deux jours dans la semaine.

Article 8 : Contrôles réglementaires et accompagnement complet

Le TITULAIRE prend en charge, dans le cadre du forfait, les contrôles réglementaires décrits précédemment. Dans le cadre de ce forfait, les contrôles réglementaires sont réalisés sur :

- l'électricité (dont BAES),
- le gaz,
- chaudières et aérothermes,
- contrôles d'étanchéité des fluides frigorigènes,
- compresseurs,
- autoclaves,
- PAC,
- SSI, extincteurs, désenfumage,
- portes, portails, barrières automatiques,

Plus, sur bon de commande les contrôles de :

- sorbonne (x1),
- PSM (x3),
- centrifugeuses (x3),
- hottes chimiques (x3)
- armoire chimique (x1)

Le TITULAIRE doit sélectionner le prestataire et organiser les visites de contrôles, accompagner et assister sur site les organismes de contrôle chargés des vérifications périodiques et réglementaires.

Le TITULAIRE doit :

- Accompanyer en permanence les organismes de contrôles sur site,
- Réaliser sur le champ les réglages (pression, température, débits, intensité), réaliser sur le champ l'étiquetage manquant,

- proposer des devis pour lever les anomalies signalées dans les rapports des organismes de contrôle dans un **délai maximal de 2 mois** suivant la réception du rapport,
- le suivi régulier de l'avancement de la levée des observations sous forme d'un document intégré au rapport d'activité.

Si l'organisme de contrôle préconise l'arrêt d'un appareil pour raison de sécurité, le délai précédent pour réaliser les travaux correctifs est ramené à 1 mois maximum.

La tenue des rondes hebdomadaires n'enlève pas la responsabilité pour le TITULAIRE d'assurer une surveillance plus fréquente des installations en cas de nécessité.

Article 9 : Partie documentaire et réunions d'exploitation

9.1 Documentation technique

Les documents techniques d'exécution sont mis à la disposition du TITULAIRE. Cette documentation reste la propriété de l'Anses et n'est utilisée par le TITULAIRE qu'à sa fin d'exécution du présent marché. Le TITULAIRE fait son affaire de la remise à jour de ces documents originaux et reproductions, en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

Chaque fois que le TITULAIRE constate une erreur sur les documents mis à sa disposition, il doit en informer L'Anses et apporter les corrections.

9.2 Documents à fournir à l'Anses au fil de l'eau

Le TITULAIRE doit transmettre les documents suivants au représentant de l'Anses au fil de l'eau :

- **Tous les rapports demandés dans ce contrat dont ceux des rondes hebdomadaires,**
- Les comptes rendus détaillés (date, qui, quoi, comment, où) des incidents et des dépannages sous format informatique,
- Les plannings annuels de maintenance,
- La liste des intervenants sur site tenue à jour (y compris ceux d'astreinte),
- Les devis (Les devis devront être détaillés. Ils devront présenter le nombre d'heures de main d'heure, le taux horaire, le montant de la fourniture en tarif unitaire et quantité),
- Les notices techniques, certificats de conformité ou d'étalonnage des nouveaux équipements ou appareillages,
- Tous les documents attestant de la conformité des matériels/appareils. Les contrôles réglementaires et les levées des observations suites aux contrôles réglementaires.

9.3 Affichage des avis de coupure

Le TITULAIRE devra éditer et afficher les avis de coupure sur les portes des bâtiments afin de prévenir les usagers. Les avis de coupure seront placardés (scotchés) sur les portes des bâtiments concernés une semaine avant les interventions. Les avis indiqueront :

- La nature de la coupure (CVC, électricité, eau, etc ...)
- La date et l'heure de début,
- La date et l'heure de remise en service,
- L'entreprise intervenante,

Les avis de coupure seront préalablement validés et signés par le représentant de l'Anses.

9.4 Réunions d'exploitation

Les réunions d'exploitation sont programmées tous les mois. Le TITULAIRE fera intervenir toute personne habilitée à prendre des décisions telle que le RTA (Responsable technique et administratif).

Les réunions d'exploitation ont pour objet :

- Le programme des opérations prévues,
- Le bilan des dépannages et des équipements en panne,
- Le bilan des devis en cours (travaux supplémentaires), les dates de réception prévues, la mise à jour d'un tableau de suivi des devis, bons de commande, bons de livraisons et factures,
- Le bilan des sorties en astreinte,
- De définir les actions d'optimisation de performance des installations et les optimisations d'énergie et fluide,
- Le bilan des opérations de maintenances réglementaires, avec un tableau actualisé pour chaque jour de réunion,
- Définition et mise à jour du stock de matériel et consommables, sur site.

Le RTA réalise le compte rendu des réunions qu'il transmet **sous huitaine** à l'Anses pour validation.

9.5 Réunions Annuelles

Une réunion annuelle est mise en place en accord avec les représentants de l'Anses. Elle met en présence l'Anses et le représentant du TITULAIRE.

Le TITULAIRE doit fournir à l'Anses, au moins 8 jours calendaires avant cette réunion, le rapport annuel d'activité.

a. Rapport d'activité annuel

Le TITULAIRE doit transmettre tous les ans, une semaine avant la réunion annuelle, un rapport annuel d'activité précisant pour la période écoulée :

- les principaux événements ayant eu lieu,
- la liste des sorties d'astreintes effectuées,
- les rapports réglementaires et le suivi de la levée des remarques, le suivi des remarques des bureaux de contrôle, point par point,
- la liste des filtres remplacés,
- la liste des filtres mise à jour,
- la liste du matériel, les évolutions, et leur état, (HS ou en service),
- la nature, le nombre des incidents constatés et des interventions, les délais d'interventions moyens sur la période,
- l'analyse des causes et les propositions de correction,
- les travaux préconisés, compte tenu des problèmes de fonctionnement, de mise aux normes ou des nécessités de modernisation. Le TITULAIRE indique l'enveloppe financière nécessaire pour chaque type de travaux,
- le stock de matériel et consommables sur site, la liste mise à jour,
- les analyses d'eau (EC et EG) avec les commentaires et prescriptions,
- les analyses d'eau de ville (légionnelle),
- les certificats d'étanchéité des groupes froids,
- les rapports de contrôles des disconnecteurs,
- les analyses de combustion des chaudières,
- les analyses thermographiques (électricité et chauffage),
- les bilans des débits d'air et d'eau, (l'équilibrage des réseaux)
- le traitement des eaux, les volume (glycol ...),
- les sauvegarde GTC et rapport de maintenance « constructeurs »,
- les rapports de test des BAES, les attestations de bon fonctionnement,
- les rapports SSI (vérification des extincteurs et du système de sécurité incendie),
- bulletin de maintenance du Groupe électrogène,
- bulletin de maintenance du compresseur d'air (KAESER),
- bulletin de maintenance des autoclaves,
- bulletin de maintenance des PAC,
- les rapports Désinfection – désinsectisation – dératisation,
- un tableau de bord reprenant les informations financières.

Le TITULAIRE réalise le compte rendu des réunions qu'il transmet sous huitaine à l'Anses.

9.6 Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au Décret n°92-158 du 20 février 1992 et de l'arrêté du 19 mars 1993.

Le TITULAIRE et ses sous-traitants doivent se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du TITULAIRE.

Le TITULAIRE et l'Anses établissent un plan de prévention qui est remis aux organismes de santé et de sécurité au travail durant le début de l'exercice du présent contrat.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le TITULAIRE qui est tenu d'en signaler les modifications à l'Anses.

A cet effet, le TITULAIRE informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des « consignes du site » auprès du représentant de l'Anses.

Cela est particulièrement important pour les règles de sécurité biologique.

Le personnel du TITULAIRE sera informé des différents risques encourus et des procédures à suivre (biologiques, chimiques, travailleur isolé...).

Le plan de prévention doit être signé, lu et approuvé, par tous les sous-traitants avant leur intervention.

Chapitre 4. Coordination des parties contractantes

Article 10 : Liens commerciaux au cours du contrat

10.1 Personnel du TITULAIRE

a. Le responsable

Le contrat est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès du représentant de L'Anses. Il est présent sur le site sur convocation de L'Anses, et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du TITULAIRE.

b. Personnel d'intervention

Le personnel d'intervention du TITULAIRE est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

c. Vêtements de travail

Le TITULAIRE dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail sur lequel figure l'insigne spécifique de l'entreprise et de tous les Équipements de Protection Individuels nécessaires.

En outre, tous les personnels du TITULAIRE intervenant sur le site, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Ils doivent également porter de façon visible et permanente le badge d'accès délivré par L'Anses.

Aucun agent n'est admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

10.2 Sous-traitance

Le TITULAIRE ne peut sous-traiter une partie des prestations sans l'accord écrit préalable du représentant de L'Anses. La liste des Sociétés sous-traitantes doit être proposée par le TITULAIRE et agréée par L'Anses. Le TITULAIRE demeure le seul interlocuteur de L'Anses. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du contrat, devant L'Anses comme devant tout tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé. Les travaux demandés par L'Anses et faisant l'objet de bons de commande doivent être en priorité réalisés par le TITULAIRE, à défaut par un sous-traitant.

En outre, un employé du TITULAIRE formé et habilité à intervenir sur le site doit obligatoirement être présent pour toute opération sous-traitée. L'Anses ne prendra pas en charge les sous-traitants qui interviennent sans la présence d'un employé du TITULAIRE et se réserve le droit de lui refuser l'accès.

La sous-traitance en tout ou partie de certaines prestations implique l'adhésion du sous-traitant aux clauses du présent contrat.

Une copie des contrats de sous-traitance est obligatoirement communiquée au représentant de l'Anses.

Le recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord de l'Anses ou la non-communication de la copie des contrats de sous-traitance, exposent le TITULAIRE à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs.

Article 11 : Fin de contrat et réversibilité

Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à fournir leur inventaire à jour.

Le TITULAIRE s'engage le cas échéant, à initier le personnel du nouveau prestataire, pendant une durée de 30 (trente) jours ouvrés.

Le technicien du TITULAIRE, effectuant les rondes hebdomadaires, doit être présent 4 demi-journées (jours prévus des rondes) pour initier le nouveau TITULAIRE.

Cette initiative doit en particulier comprendre la communication de tous les plans, documents et instructions reçues et l'autorisation au personnel du nouveau TITULAIRE d'accéder aux installations et locaux avant expiration du présent marché.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du TITULAIRE pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

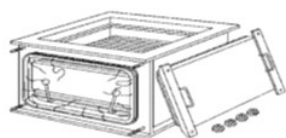
En général, toute dépense pour remise en état des équipements, installations ou documents provenant d'un manquement du TITULAIRE aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

Annexe 1. INVENTAIRE ET DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS

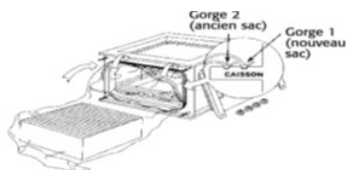
Liste des matériels et équipements

(Cf. Audit/Inventaire OTEIS)

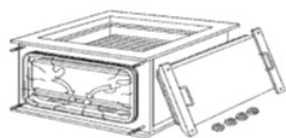
Annexe 2. SYSTÈME BAG-IN BAG-OUT



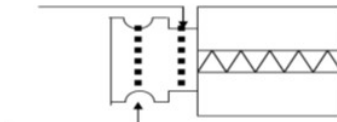
Etape 1 : Démontage de la porte



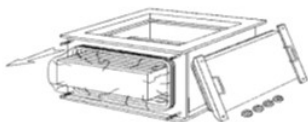
Etape 7 : Positionnement du nouveau sac dans la gorge 1 du sécur'air (recouvrant le sac usagé)



Etape 2 : Déblocage du filtre



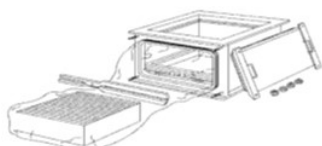
Etape 8 :
Déconnection du sac usager,
et évacuation au fond
du nouveau sac, derrière le filtre



Etape 3 : Extraction du filtre



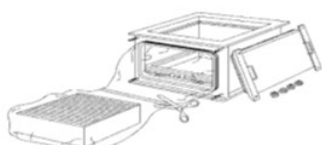
Etape 9 : Mise en place du nouveau filtre dans le caisson



Etape 4 : Thermo soudage du sac



Etape 10 : thermo soudage
découpage du sac usagé
et blocage du filtre



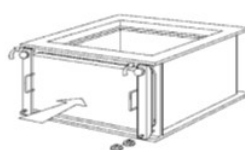
Etape 5 : Découpage et évacuation du sac contenant le filtre usagé



Etape 11 : Transfert de l'élastique du nouveau sac de la gorge 1 à la gorge 2



Etape 6 : Insertion du filtre neuf dans le nouveau sac



Etape 12 : Remontage de la porte.

Annexe 3. ELEMENTS DE RÉGLEMENTATION

Les installations de quarantaine et les activités sont agréées et régies par les articles R251-26 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.

L'attention du titulaire est notamment attirée sur :

- l'article R251-40 (notamment son point 2 relatif à la fuite dans l'environnement d'organismes nuisibles réglementés)
- et sur les articles relatifs aux dispositions pénales en matière de protection des végétaux (Livre II, Titre V du Code Rural et de la Pêche Maritime), notamment l'article R251-41 (notamment son point 1 relatif au non-respect des conditions de l'agrément des activités de quarantaine).

La responsabilité du titulaire pourra donc être recherchée en cas de fuite dans l'environnement d'organismes nuisibles réglementés.

Article R251-40

Le responsable des activités est tenu de notifier immédiatement au préfet de région dont il relève :

- 1° Toute contamination du matériel par les organismes nuisibles dont la liste est fixée par l'arrêté mentionné à R. 251-26, ou par tout autre organisme nuisible détecté pendant la réalisation des activités ;
- 2° Tout événement à l'origine ou susceptible d'être à l'origine d'une fuite dans l'environnement d'un des organismes mentionnés ci-dessus

Article R251-41

Est puni des peines prévues par les contraventions de la 5e classe :

- 1° Le fait d'exercer une activité sur un matériel au sens de l'article R. 251-26 sans détenir l'agrément prévu à cet article ou sans respecter les conditions de cet agrément ;
- 2° Le fait de mettre en circulation ou d'introduire du matériel sans la lettre officielle d'autorisation prévue à l'article R. 251-26 ;
- 3° Le fait de mettre en circulation des végétaux, produits végétaux et autres objets mentionnés à l'article R. 251-37 sans avoir obtenu la mainlevée officielle.